

Unité Départementale Hérault
520, Allées Henri II de Montmorency
34000 MONTPELLIER

Montpellier, le 21/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



GSM - SA

lieu-dit La Réserve
34560 POUSSAN

Références : UD34/H3/2022/MJ/063

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/03/2022 dans l'établissement GSM - SA implanté lieu-dit La Réserve 34560 POUSSAN. L'inspection a été annoncée le 15/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 30 mars 2022 a été réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle établi au titre de l'année 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GSM - SA
- lieu-dit La Réserve 34560 POUSSAN
- Code AIOT dans GUN : 0006601174
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'inspection a porté sur le respect des conditions d'exploitation de la carrière de matériaux calcaire définies par l'arrêté préfectoral du 10 août 2015.

Elle a également porté sur les conditions d'admission et de contrôle des déchets inertes extérieurs autorisées par l'arrêté préfectoral du 8 avril 2004.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plan de surveillance de retombées de poussières
- Plan de gestion des déchets liés aux opérations d'extraction
- Condition d'admission des déchets inertes extérieurs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.8.
Contrôles	Arrêté Préfectoral du 10/08/2015, article 7.4.3
Registre d'admission	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9

La fiche de constat suivante ne fait pas l'objet de proposition de suite administrative :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 10/08/2015, article 7.4.1.1
Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté ministériel du 22/09/1994, article 16.bis

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués par l'inspecteur de l'environnement n'ont pas mis en évidence d'écarts significatifs portant sur les conditions d'exploitation de la carrière.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.8.
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance
Prescription contrôlée : Pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.
Constats : Afin de disposer des informations météorologiques les plus représentatives pour ce site, l'exploitant sollicite auprès de météo France des Points d'Observation Virtuels (POV) s'appuyant d'une part sur les données de la station météorologique de la ville de Sète mais aussi sur des données locales permettant ainsi d'adapter les valeurs enregistrées sur la station météo retenue avec le relief, l'environnement et la distance de la carrière. Cette précision est à apporter dans le plan de surveillance qui a été présenté à l'inspecteur de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16.bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Déchets d'extraction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets « d'extraction » résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de « la zone » de stockage de déchets ;- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à « la zone » de stockage de déchets ;- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux « zones de stockage de déchets d'extraction ». <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats : La dernière mise à jour de ce document a été rédigée en janvier 2018 et sa transmission au préfet a été faite à la même époque.</p> <p>Ce document n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2015, article 7.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi piézométrique
Prescription contrôlée : Un suivi piézométrique est effectué sur les 2 piézomètres implantés sur le site. Ce suivi porte sur le relevé des niveaux piézométriques ainsi que sur la turbidité, la conductivité et la teneur en hydrocarbures des eaux. Il fait l'objet d'une transmission au service inspection selon une périodicité annuelle. Le contrôle de la qualité des eaux est réalisé selon une périodicité semestrielle et le relevé du niveau des eaux selon une périodicité mensuelle. Des contrôles supplémentaires portant sur des paramètres autre que ceux visés ci-dessus pourront à tout moment être prescrits ou réalisés par l'inspecteur des installations classées sur ces piézomètres. Les frais qui en résulteront sont à la charge de l'exploitant.
Constats : Les analyses portant sur ces 2 piézomètres ont été réalisées en 2021 et leurs résultats ont été présentés à l'inspecteur de l'environnement. Ils n'ont cependant pas fait l'objet de la transmission réglementaire exigée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prélèvement et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2015, article 7.4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Alimentation en eau
Prescription contrôlée : L'alimentation du site en eau est assurée par un forage situé dans la partie sud de l'exploitation et correspondant au piézomètre « Sud ». Le débit de prélèvement est de 2 m ³ /h. Le forage est conforme aux prescriptions du code de la santé publique. L'eau ainsi prélevée sert à l'humidification des pistes et au fonctionnement des sanitaires. Afin d'éviter tout retour de liquide pollué dans le milieu de prélèvement, le forage est équipé d'un dispositif de protection anti-retour reconnu efficace. L'arrêt au point d'alimentation peut être obtenu promptement en toute circonstance par un dispositif clairement reconnaissable et aisément accessible. L'alimentation du site en eau à consommation humaine se fait par bouteilles et fontaines d'eau minérale mises à disposition du personnel.
Constats : L'exploitant a prévu pour l'alimentation du site en eau de se raccorder au réseau BRL passant à proximité immédiate de la carrière. Ce raccordement permettra l'usage de près de 50 000 m ³ d'eau brute par an. Cet usage futur consiste en une modification des conditions d'exploitation de la carrière et devra faire l'objet d'un porter à connaissance adressé à l'inspection de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Registre d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Registre d'admission
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : [...] - le cas échéant, le motif de refus d'admission
Constats : Les refus d'admission enregistrés sur le site (13 en 2021 et 13 en 2020) ne sont pas renseignés sur le registre d'admission des déchets. Ils font l'objet d'un enregistrement sur un classeur "papier" séparé du registre d'admission dédié aux entrées "déchets inertes extérieurs". Pour rappel, l'arrêté du 31 mai 2021 définit le contenu des registres pour l'acceptation des déchets inertes extérieurs applicable aux carrières depuis le 1er janvier 2022. Ce registre chronologique doit être reporté dans le registre national électronique des déchets, terres excavées et sédiments (RNTDS) à compter du 1er janvier 2023, l'année 2022 étant considérée comme une période transitoire par la DGPR. Concernant les conditions d'acceptation des déchets BTP, celles-ci restent fixées par l'article 12.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Sans objet